

COMMISSION DE L'ARTICLE L. 311-5 DU CODE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE
COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 14 JUIN 2005 ETABLI EN APPLICATION DE
L'ARTICLE 12 DU REGLEMENT INTERIEUR

Version validée

1) Membres présents et quorum.

Le président constate que le quorum est atteint (20 membres présents y compris le président) et ouvre la séance.

2) Compte rendu de la séance du 6 juin 2005

Le président fait distribuer en séance le projet de compte rendu de la séance du 6 juin ainsi que le relevé de délibération et le texte de la décision n°5. Le compte rendu sera approuvé lors de la prochaine séance. Il précise que la décision n°5 a été transmise au secrétariat général du gouvernement et qu'il s'emploiera à ce qu'elle puisse être publiée au Journal Officiel avant la fin du mois de juin.

M.Pons (Aproged) relève qu'il n'a pu être présent lors des séances des 2 et 6 juin mais tient à ce qu'il soit acté que l'Aproged se serait associée au vote de l'Asseco-CFDT et aurait donc approuvé la décision et les délibérations n°1 et 2 votées lors de la séance du 6 juin.

3) Questions diverses : complément d'information sur les chiffres de perception de l'année 2004

M.Desurmont (Sorecop) souhaite apporter des précisions concernant le montant des perceptions réalisées en 2004 au titre de la copie privée par SORECOP et COPIE France particulièrement sur le différentiel existant avec les montants de 190 voire 200 M€ annoncés dans la presse. En effet, comme il a été indiqué le montant total perçu s'élève à 168,18 M€ hors taxe. Après vérification la TVA facturée aux redevables est de 5,5 % pour les parts auteurs et artistes interprètes et de 19,6 % pour la part producteur ce qui correspond à un montant toutes taxes de 184,22 M€. Ce montant se répartit comme suit : 95,72 M€ pour la copie privée sonore ; 84,97 M€ au titre de la copie privée audiovisuelle ; 1,77 M€ au titre de la copie privée des ayants droit de l'écrit et 1,76 M€ au titre de la copie privée des ayants droit des arts visuels. Les montants en toutes taxes sont donc loin d'atteindre les chiffres manifestement excessifs annoncés dans la presse.

Le président demande si les chiffres annoncés dans les médias se réfèrent au volume des ventes.

M.Sauvanaud (SNSE) précise que les déclarations sur les volumes de vente mis sur le marché sont transparentes et reflètent globalement les chiffres de perceptions des ayants droit. Il y a cependant des différences. La première tient au décalage d'un mois avec la perception. La seconde tient au contenu des produits : les statistiques du SNSE font état des supports amovibles donc n'englobent pas les supports intégrés aux baladeurs et décodeurs. De plus le décompte des supports amovibles ne comprend pas les supports de marques distributeurs -type Carrefour par exemple- ce qui peut expliquer le différentiel sur certains types de produits. Il propose donc de se rapprocher de M.Lonjon afin d'analyser les écarts de manière plus fine, le chiffre de 168 M€ lui paraît un peu en deçà des statistiques sur les supports vierges d'enregistrement.

M.Chite (SNSE) appuie cette proposition et souligne que compte tenu de la multiplicité des marques sur le CD notamment le double contrôle par produits et marques pourra aider à mettre en évidence certaines carences dans les déclarations.

M.Desurmont précise que les montants énoncés en toutes taxes étaient destinés à rétablir les choses au regard des montants de 190 ou 200 M € parus dans la presse mais il est bien évident que les ayants droit sont favorables au rapprochement proposé par le SNSE qui permettra certainement d'améliorer le contrôle.

Le président prend acte de ce rapprochement et propose de passer au point suivant de l'ordre du jour.

3) Poursuite des travaux de la commission : Présentation des propositions des ayants droit sur la question des hautes capacités et sur les supports à configuration multimédia et hybrides. *(documents envoyés aux membres de la commission avec l'ordre du jour de la séance)*

M.Guez (Sorecop) rappelle à titre liminaire que ces propositions ont été distribuées par le secrétariat et ont déjà fait l'objet d'une présentation officielle.

Il entreprend ensuite la présentation en commençant par les propositions de barèmes concernant les cartes mémoires et disques durs intégrés à un baladeur ou appareil de salon dédiés à l'audio. Il rappelle qu'actuellement les deux barèmes existants sur ces produits sont fixés : l'un par la décision de janvier 2001 pour les cartes mémoires dédiées à l'audio dont la rémunération est de 0,34 € pour 32 Mo ; l'autre par la décision de juillet 2002 pour les supports intégrés aux baladeurs et aux appareils de salon dédiés à l'audio qui fixe une rémunération de 8 à 20 € par tranche de capacité allant de 1 à 40 Go.

Les ayants droit proposent à travers ce tableau de fusionner et d'harmoniser ces deux barèmes et de l'étendre par ailleurs –en amont et aval- aux capacités apparues sur le marché. Ainsi :

- la tranche de 0 à 1 Go réalise une mise en cohérence des tarifs sur les petites capacités. Ainsi pour les capacités allant jusqu'à 128 Mo –sachant que les produits de capacités inférieures ne se vendent plus- le tarif des cartes mémoires est de 1 € et constitue une réduction de barème puisqu'en application de la décision de 2001 il serait de 1,34 €. Il y a ensuite une progression dans le barème suivant l'augmentation des capacités et la dégressivité commence à partir d'1 Go où le tarif est à 5 €.
- la tranche qui va de plus de 1 Go et jusqu'à 40 Go ne réalise pas de changement puisqu'il s'agit de l'application du barème actuel fixé par la décision n°3 de juillet 2002.
- la tranche supérieure de plus de 40 Go et jusqu'à 540 Go fixe le barème pour les hautes capacités qui va de 28 € et jusqu'à 80 €. Il y a ici une forte dégressivité pour tenir compte notamment des capacités non utilisées : au lieu de doubler la rémunération passe à 28 € pour 80 Go, 35 € pour 120 Go et ce jusqu'à 80 € pour 540 Go. Ce pallier correspond à la tranche ultime qui n'existe pas encore sur les produits dédiés mais qui est utile en référence avec le barème multimédia.

M.Ducos-Fonfrède (Secimavi) fait observer que les produits de capacités de 540 Go existent pour l'audio -les appareils de salons notamment - et arriveront sur le marché dans peu de temps.

M.Guez précise que cette capacité pour des produits dédiés à l'audio est très rare. A sa connaissance le seul produit ayant une telle capacité provient de Grande Bretagne mais n'a pas rencontré de succès et n'est pas commercialisé dans les grandes surfaces spécialisées. Il souligne qu'en pratique la capacité maximale pour les appareils dédiés à l'audio est de 60 Go ; il n'y a pas d'intérêt commercial à vendre des produits de grande capacité dans la mesure où le consommateur ne les utilise pas.

M.Desurmont relève que la dégressivité des tarifs commence en réalité à 512 Mo et non à 1Go.

Le président demande des précisions quant aux critères utilisés pour calculer la dégressivité.

M.Guez explique que les ayants droit ont préféré plutôt que d'appliquer une formule, calculer la dégressivité pour aboutir à des barèmes qui ont du sens au regard de la capacité du produit et de la réalité des pratiques de copie privée. Ils ont à chaque fois vérifié que le prix du Go était inférieur au précédent.

M.Pons (Aproged) relève qu'il y a nettement une progressivité des barèmes ainsi par exemple de 5 à 10 et de 10 à 15 Go le consommateur paie 2 euros de plus dans chaque cas. M.Guez en convient mais précise que le prix au Go est inférieur.

Le président propose de grouper les questions à la fin de la présentation et invite M.Van Der Puyl à présenter sa partie.

M.Van Der Puyl (Copie-France) explique que la nouvelle proposition de barème concernant les disques durs intégrés à un baladeur ou un appareil de salon dédié à la vidéo réalise une revalorisation des barèmes fixés dans la décision de juillet 2002 d'une part, et d'autre part, fixe des barèmes pour les hautes capacités apparues sur le marché.

La décision de juillet 2002 prévoit deux barèmes : de 10 € pour la tranche de 0 à 40 Go et de 15 € pour celle allant de 40 à 80 Go. Ces rémunérations avaient été fixées en partant de l'hypothèse que seuls 30 % de la capacité serait utilisés à des usages de copie, le reste servant à des usages autres comme la mise à disposition de programme dans le cadre de la vidéo on demand. Cette hypothèse s'est révélée non fondée, en réalité les programmes de VOD n'ont pas été mis en place sur les décodeurs de sorte que la majorité de la capacité du disque dur peut être utilisée à des usages de copie. Ce barème propose d'en tenir compte dans des proportions raisonnables par rapport à l'économie des redevables. Les ayants droit partent d'une hypothèse d'utilisation du disque dur en copie privée de l'ordre de 40%. Ce qui explique une revalorisation des tarifs de 2 € sur la première tranche -soit 0,30 € par Go- et de 3 € sur la seconde, -soit 0,23 par Go-.

La proposition prévoit ensuite un barème pour 4 tranches de capacité : 80 à 120 ; 120 à 240 ; 240 à 360 et de 360 à 540 Go. Cette dernière tranche est théorique puisque sous réserve des informations des industriels, la capacité de 360 Go correspond aux capacités maximales des appareils vendus sur le marché. Là encore les ayants droit ont fait application d'une forte dégressivité dans les barèmes suivant l'augmentation des capacités. Ainsi 30 € pour 120 Go correspond à une rémunération de 0,25 € par Go ; 40 € pour 240 Go à 0,17 € par Go ; 52 € pour 360 Go à 0,14 € par Go ; et 70 € pour 540 Go à 0,13 € par Go. Les barèmes proposés se situent nettement dans des fourchettes basses d'utilisation : le barème le plus bas : 12 € pour 40 Go équivaut à considérer que 43 % du disque dur est utilisé à des fins de copie privée alors qu'en réalité ce sont à des pourcentages d'utilisation largement supérieurs. Ce pourcentage passe à 36 % pour la tranche 80-120 Go et diminue à 19 % pour les appareils de 540 Go.

Le président relève l'intérêt d'avoir également des indications sur le prix des appareils et leur courbe suivant la capacité.

M.Chite fait observer que pour des produits à capacité très élevée -de l'ordre de 250Go- l'approche en terme de produit dédié audio ou dédié vidéo ne correspond plus à la réalité, compte tenu de la convergence technologique, à partir de telle capacité, il faudrait parler au minimum de produit dédié à l'audiovisuel. Il souligne que de manière générale l'accélération technologique et le développement du loisir numérique font qu'on ne peut plus raisonner en terme de dédié à tel ou tel usage.

M.Guez précise que la proposition des ayants droit comporte 4 barèmes : le premier pour les appareils dédiés à l'audio, le second pour ceux dédiés à la vidéo, le troisième pour les appareils multimédia qui servent à copier l'audio et la vidéo et enfin le quatrième pour les supports amovibles hybrides.

M.Ducos-Fonfrède souligne que cette nomenclature n'est pas adaptée aux produits actuels marqués par une convergence des fonctions et des usages et qu'il est essentiel de clarifier la situation pour les redevables.

Relayant ces propos M.Chite indique que les fabricants de téléphone proposent désormais des produits dotés d'un disque dur intégré qui font téléphone, appareil photo, blue tooth, et qui enregistrent du son et de la vidéo. La question est alors de savoir dans quelle catégorie classer ces appareils et comment les traiter ? Actuellement il y existe des téléphones dotés de capacité MP3 vendus avec un casque et qui font concurrence aux baladeurs MP3 il est dès lors essentiel de ne pas créer de discrimination de traitement !

M.Guez relève que, suivant une méthodologie définie et acceptée, la commission fonctionne par famille de produit. Les catégories proposées dédiées au son, à la vidéo et multimédia correspondent à la majorité des appareils existant aujourd'hui sur le marché dans le domaine de l'électronique grand public. Cela étant, une fois ces produits traités, les ayants droit seront tout à fait favorables à l'idée de travailler sur les téléphones.

M.Guez poursuit ensuite sa présentation et explicite la proposition de barème concernant les disques durs intégrés à un baladeur ou à un appareil de salon dédiés multimédia. Ces produits, apparus récemment sur le marché se caractérisent par des fonctionnalités qui permettent d'enregistrer à la fois du son et de la vidéo. Le tableau proposé réalise une fusion des deux barèmes précédents et applique une rémunération égalitaire entre l'audio et la vidéo -50-50- car les ayants droit partent de l'hypothèse que les usages se répartiraient équitablement entre les deux.

Le président demande à quoi correspond le taux de 50/50. M.Guez lui précise que les appareils multimédia sont réellement conçus pour faire les deux usages : audio et vidéo et qu'à défaut de statistiques plus précises sur les usages, cette proposition part du présupposé que ceux qui achètent ces appareils -plus cher que les autres- le font parce qu'ils vont en faire un double usage, c'est pourquoi le barème propose de faire la moyenne.

M.Sauvanaud estime qu'il faudrait confronter cette hypothèse avec des données d'usages. L'utilisation d'un produit multimédia suppose une motivation d'achat d'enregistrement vidéo, compte tenu du poids de ces fichiers il n'est pas certain que l'hypothèse 50/50 soit avérée.

M.Rogard entend cet argument, il conviendra effectivement d'affiner les usages mais relève qu'il faut aussi considérer que l'usage d'un disque dur varie avec le temps : on peut enregistrer et réenregistrer à souhait.

M.Guez précise que dans le barème proposé les rémunérations par tranche audio et vidéo sont très proches. Les variations de quote part 50/50 ont un impact très faible sur le total de la rémunération pour le redevable alors que cet impact est plus fort pour les ayants droit.

M.Pons fait observer que s'il est facile, pour les commodités de calcul, de prendre le Go comme unité de rémunération, du point de vue du consommateur c'est le temps d'écoute et d'usage des œuvres qui sert de référent. Il faut aussi considérer que même si les consommateurs achètent des appareils avec des capacités gigantesques, ils ne passeront au maximum que trois heures par jour à écouter de la musique ou regarder des films. L'usage du consommateur est constant et ce même si les capacités augmentent. Il relève également que s'il comprend l'intérêt des ayants droit à raisonner matériel par matériel, il est néanmoins essentiel, compte tenu de la rapidité de l'évolution technologique de se mettre d'accord et de définir précisément l'assiette de ce qui va être soumis à la redevance.

M.Rogard précise que la commission a défini son programme de travail, elle a fait l'objet d'une délibération votée le 6 juin dernier. Il convient donc de traiter d'abord ces questions et après les ayants droit seront bien évidemment disposés à examiner les téléphones et les autres produits.

M.Chite souligne qu'on ne peut nier actuellement le mouvement de convergence des technologies et des produits. Hier encore, un téléphone servait à téléphoner, aujourd'hui cet appareil, qui vaut environ 450 €, est équipé d'un disque dur de 90 Mo et permet de téléphoner certes mais d'enregistrer de la vidéo des images et de la musique. Actuellement les consommateurs passent de deux appareils : un baladeur et un téléphone à un seul. Il conviendrait de préciser si la proposition de barème multimédia s'appliquera ou

non à ce type d'appareil ? Dans un contexte concurrentiel il est essentiel de veiller à ne pas créer de discrimination de traitement : les téléphones avec capacités de stockage audio-numérique sont actuellement les concurrents des baladeurs.

M.Desurmont souligne tout d'abord que les propos de M. Chite ne peuvent qu'être approuvés sur le fond. Il est indéniable que l'on voit apparaître aujourd'hui une génération d'appareils qui ne servent plus uniquement à téléphoner et qui permettent également d'autres fonctionnalités : la photo et l'enregistrement des œuvres protégées. Il est donc normal que ces appareils soient examinés par la commission et les ayants droit donnent acte à M.Chite de ces déclarations et de son souhait d'étudier les téléphones portables. Cela étant, il convient de raisonner en termes de méthode et de ce point de vue la commission a toujours travaillé par famille de produit et a de plus défini un programme de travail de produits prioritaires. Par conséquent, il est de bonne méthode que la commission commence par mettre en œuvre les délibérations qu'elle a prises ; ce travail accompli les ayants droit seront disposés à traiter des téléphones portables. Il ne serait pas en effet de bonne méthode de les examiner actuellement car leur usage et leurs conditions d'utilisation ne les ramènent pas aux familles de produits que la commission a défini dans son programme de travail.

Le président considère également que la commission doit travailler progressivement et donc s'en tenir au programme de travail qu'elle a prévu et rappelle que l'échéance a été fixée à 6 mois. Cela étant il entend également les préoccupations des industriels et leur demande pour clarifier les choses de préciser concrètement les produits correspondants à la délibération adoptée sur le programme de travail.

M.Ducos-Fonfède relève qu'avec les terminaux multimédia, les pocket PC la terminologie : “ dédiée multimédia, hybride ” n'a plus de sens.

M.Sauvanaud souligne qu'il convient en effet d'éviter les problèmes d'application rencontrés avec la décision de juillet 2002. Dans l'approche du traitement des appareils multimédia et hybrides il faut que la commission garde à l'esprit que compte tenu de l'évolution technologique d'autres produits qui ont des fonctionnalités similaires existent où vont arriver. La convergence des produits rend de plus en plus difficile l'identification et la qualification des familles de produits. Ce sont en plus des origines industrielles différentes qui se retrouvent aujourd'hui en concurrence. La commission a un programme de travail et il faut s'y tenir mais elle risque d'être confrontée à des situations difficiles si la configuration des produits et du marché n'est pas en phase avec la terminologie. C'est pourquoi elle doit garder à l'esprit d'éviter les distorsions potentielles sur des appareils qui ne sont pas clairement dans le programme de travail.

Mme Piriou (Sofia) fait observer que les PDA servent désormais à enregistrer de l'écrit des images du son et de la vidéo. Dans ce contexte ils peuvent faire l'objet d'une réflexion au titre des supports à configuration multimédia et hybride.

M.Desurmont souligne que le programme de travail adopté par la commission est adapté à la réalité des produits : les baladeurs et appareils de salon dédiés à l'audio qui sont aujourd'hui sur le marché ont des nouvelles capacités, leur barème nécessite donc d'être réajusté, de même que pour éviter des distorsions avec les cartes mémoires visées dans la décision de janvier 2001. Il en est de même pour les appareils dédiés à l'enregistrement vidéo. Par ailleurs il s'est développé une catégorie d'appareils qui permettent d'enregistrer à la fois de l'audio et de la vidéo et qui doivent également être assujettis précisément pour une égalité de traitement entre les produits qui servent de par leur fonctionnalités et leur usage à faire principalement de la copie d'œuvres. Dans le domaine des produits hybrides, les cartes mémoires, disques durs externes et les clefs USB servent à copier des œuvres et s'inscrivent dans le prolongement des CD et DVD data. Il convient donc de ne pas compliquer les problématiques, la commission doit s'atteler à traiter son programme de travail qui est concret et réaliste. Après, et cela est normal et justifié, elle s'occupera des téléphones qui constituent une autre familles de produits et là se posera la question de savoir si leur usage en copie privée justifie ou non un traitement particulier.

M. Debruyne (Asseco-cfdt) fait tout d'abord observer que sans remettre en cause le programme de travail il convient d'entendre certains arguments des industriels. Du point de vue des consommateurs les rémunérations ne s'ajoutent pas forcément les unes aux autres et il y a intérêt à mener conjointement une réflexion sur la convergence et sur la rémunération car l'assiette sera élargie et cela conduit à une diminution du coût des produits. Il n'est pas certain que le respect des règles posées par la commission puisse s'opposer au fait d'élargir la réflexion. En revanche il serait intéressant de savoir si la configuration par famille de produit a du sens et sera encore opérante dans l'avenir en terme technologique et en terme d'achat pour le consommateur. Il serait également utile d'avoir une analyse réelle et non estimée des usages qui émergent chez les consommateurs ? Les différentes démarches proposées par les ayants droit et les industriels peuvent se rejoindre et il conviendrait d'avoir un éclairage sur les potentialités effectives des technologies et des usages pour les consommateurs de ces produits. L'analyse peut être en effet ré-orientée : ce n'est pas la même chose que de déterminer des rémunérations sur un champ de produits puis de l'étendre par analogie à un autre, que raisonner sur un ensemble de produits pertinents avec des rémunérations inférieures.

M. Ducos Fonfrède relève tout d'abord que les industriels demandent simplement que la commission intègre dans son champ de réflexion, particulièrement pour les produits multimédia, qu'il existe des appareils dont les fonctionnalités sont très proches et qu'il convient que ce barème soit praticable de manière large. La commission devra également prendre en compte les arguments des consommateurs sur l'usage effectif des appareils car si les fabricants proposent automatiquement des capacités supérieures à chaque génération de produit, l'usage du consommateur reste le même. Alors que les supports analogiques permettaient un archivage qui justifiait que le consommateur paye la redevance à chaque achat de cassette. Actuellement l'évolution des capacités ne correspond plus à l'évolution de l'usage en copie privée : quelle est la justification du fait que le consommateur doit payer plus sur un appareil qui aura des capacités augmentées mais dont l'usage sera le même ?

Le président relève que les industriels pourraient étayer ces arguments en présentant une analyse plus précise des familles de produit et des usages des consommateurs.

M. Desurmont relève qu'il convient de circonscrire les débats afin de ne pas compliquer exagérément les problèmes qui pour la plupart ne sont pas nouveaux. Le problème de l'usage évoqué par les consommateurs, et particulièrement de savoir si l'augmentation des capacités modifie significativement les usages est connu de la commission, et les ayants droit sont prêts à faire des propositions raisonnables pour en tenir compte. Les ayants droit ne proposent pas d'appliquer la rémunération de façon proportionnelle à l'augmentation des capacités ce qui conduit à des taux hors de proportion avec ce que le marché peut supporter mais bien un principe de dégressivité de la rémunération en fonction de l'augmentation des capacités. Les ayants droit sont ouverts pour discuter de l'ampleur de la dégressivité ou d'une autre méthode pour traiter de cette problématique. Il rappelle également que la rémunération pour copie privée est la contrepartie de la copie des œuvres et que pour les ayants droit c'est l'ampleur des copies réalisées et des supports vendus qui doit être pris en considération pour déterminer la rémunération et ce indépendamment du montant final de cette dernière. Par ailleurs, il souligne que l'approche définie par la commission n'est pas en contradiction avec celle proposée par les industriels de se situer dans une perspective globale. Les propositions visent deux familles de produits : celle des produits dédiées soit au sonore soit à l'audiovisuel soit aux deux d'une part et d'autre part celle des hybrides. Ces qualifications ne sont pas nouvelles et sont cohérentes par rapport aux produits vendus sur le marché et dont les fonctionnalités sont majoritairement orientées vers la copie d'œuvres. La discussion doit effectivement porter sur la proportion d'usage en copie privée mais il ne s'agit pas de remettre tout en cause.

M. Chite expose que ses propos n'avaient pas pour objectif de faire entrer les téléphones dans le cadre d'analyse des produits multimédias mais bien d'exprimer sa crainte que le barème aujourd'hui présenté pour ces produits serve de référence lorsque la commission examinera les tarifs sur les téléphones et les autres produits. En effet, il faut bien comprendre que dans ce cas les tarifs vont s'additionner ce qui augmentera les redevances pour les consommateurs. Les industriels ne sont pas d'accord avec cette

approche, la commission doit travailler dans une perspective d'élargissement de l'assiette de manière à diminuer le coût des redevances.

M.Desurmont précise que cela ne remet pas en cause l'examen par famille de produit. Les téléphones sont en effet, une catégorie de produits différente des produits dédiés qu'il convient d'examiner en tant que telle afin d'apprécier leurs fonctionnalités et leurs conditions d'utilisations en copie privée et déterminer en conséquence une rémunération adaptée suivant leur caractéristique.

M.Rogard fait tout d'abord observer que les industriels n'ont pas fait valoir la question des téléphones portables lors des débats sur la définition du programme de travail. Il souligne ensuite que ce programme est voté et que les ayants droit ont mis des propositions sur la table et attendent des industriels des contre-propositions afin d'avancer concrètement. Les ayants droit sont disposés à discuter de tout produit qui pose problème eu regard du programme défini sur la base d'un dossier sérieux et argumenté.

Le président souhaite recentrer les débats : Sur la question du champ d'examen des produits il demande aux industriels de présenter pour la prochaine séance le champ concret des produits qui entreraient dans la nomenclature et ceux qui risquent de poser des problèmes afin que la commission puisse y travailler. Il demande ensuite aux industriels et aux consommateurs de présenter leurs réactions sur les barèmes proposés.

M.Ducos-Fonfrède relève que les barèmes proposés par les ayants droit augmentent en fonction de la capacité mais ne tiennent pas compte du fait que sur un appareil à capacité élargie l'usage du consommateur reste le même. Ainsi, en 2001 la redevance sur un baladeur MP3 de 32 Mo était de 0,34 €. Ce produit était à l'époque la référence et constituait le plus gros du marché des baladeurs. Actuellement la capacité de référence pour les baladeurs est entre 256 et 512 Mo alors que le barème proposé est de 3 à 4 €. Le consommateur paiera en 2005 une redevance démultipliée sur un appareil alors que son usage sera le même ! Si les industriels ont accru la capacité technologique des appareils leur fonction pour le consommateur reste la même et il est quelque part anormal que les rémunérations pour les ayants droit soient multipliées par un facteur 100 alors que le préjudice est le même. A cet égard, il serait plus logique que la rémunération de 0,34 € fixée pour le produit de base de 2001 soit celle du produit de base de 2005 à 256 Mo au lieu des 3 euros proposés.

En réponse M.Desurmont rappelle tout d'abord que le code de la propriété intellectuelle prévoit que le montant de la rémunération est fonction du type de support et de la durée d'enregistrement qu'il permet. Il n'est donc pas anormal de faire varier la rémunération en fonction des capacités d'enregistrement. Il ne s'agit pas d'une rémunération pour l'écoute des œuvres mais pour leur copie et par principe plus les capacités augmentent plus le consommateur peut enregistrer des œuvres. Cela étant les ayants droit ont toujours tenu compte de l'importance de la capacité et ont modéré leur rémunération en fonction des usages. Ce principe a été appliqué pour les décisions de 2001 et 2002 et dans la proposition de barème d'aujourd'hui où la dégressivité commence à 512 Mo. Les ayants droit ont été les premiers à reconnaître que le tarif des cartes mémoires dédiées à l'audio posait des problèmes de cohérence avec ceux fixés sur les baladeurs. C'est pourquoi la proposition harmonise les barèmes et d'ailleurs est en baisse par rapport à l'application des tarifs de 2001 où la rémunération devrait commencer à 1,34 €. Si les industriels estiment que la proposition des ayants droit ne tient pas suffisamment compte de la dégressivité, les ayants droit sont prêts à en discuter mais sur des bases sérieuses et non de manière polémique.

M.Pons demande à ce que le tableau des ayants droit soit complété par une colonne indiquant le prix au Go afin de faire apparaître la dégressivité. Les ayants droit indiquent que le tableau sera complété en ce sens.

M.Heger (Simavelec) expose que son organisation a préparé un document exprimant ses réactions sur les propositions des ayants droit et ses propositions.

Le président fait distribuer ce document en séance et accorde à la demande des ayants droit une suspension de séance afin de permettre aux membres de la commission d'en prendre connaissance.

4) Reprise des débats. Poursuite des discussions sur les propositions.

Le président ouvre la discussion. Il relève tout d'abord que le document présenté par le Simavelec propose une démarche en terme de compensation équitable de préjudice qui s'inscrit plutôt dans le cadre du débat parlementaire sur la transposition de la directive qui aboutit à une solution novatrice qui consisterait à fixer un montant unique et forfaitaire de compensation équitable égal à 2% du prix de vente TTC du support concerné et plafonné à quatre euros par produit.

M.Rogard observe qu'il s'agit en effet d'une proposition novatrice dont l'application relèverait d'une nouvelle législation. Actuellement le code de la propriété intellectuelle prévoit une rémunération des ayants droit en fonction des copies effectuées. En réalité ce document reprend la proposition de taxe présentée en 2002 dans le rapport Didier Migaud et qui n'a jamais été retenue.

Le président recentre le débat et invite les industriels et les consommateurs à exprimer leurs réactions sur les niveaux de barème proposés.

M.Sauvanaud relève que le SNSE a exprimé ses réactions sur un plan général. Il rappelle que son organisation ne représente que les supports amovibles et n'est pas compétente dans le domaine des supports intégrés. Après interrogation des ayants droit il précise que les cartes mémoires dans la mesure où elles sont intégrées aux appareils ne relèvent pas de la compétence du SNSE.

M.Ducos-Fonfrède répète que de manière générale les barèmes proposés ne tiennent compte pas de l'usage qui fait par le consommateur. Cela se vérifie pour les baladeurs dédiés à l'audio : en 2005 le tarif pour un appareil standard est de 3 à 4 € alors qu'il était en 2001 de 0,34 €. Cela se vérifie également pour les appareils vidéo : en 2002 la norme des produits était de 40 Go la redevance de 10 à 15 €, actuellement le standard est à 120 Go les ayants droit proposent 30 €. Il souligne que l'augmentation des capacités qui est inhérente à la logique industrielle n'entraîne pas pour autant un changement d'usage pour les consommateurs. Ceux-ci n'ont en réalité pas d'autre choix car les standards sont renouvelés et donc les produits vendus sur le marché auront plus de capacité. Le consommateur achète un appareil et paie une redevance pour y enregistrer des œuvres, il fera un usage identique que la capacité soit de 40 ou 120 Go ce qui change c'est la durée de remplissage. En conclusion, il souligne que dans la mesure où l'usage de ces appareils est identique, sa position est de ramener les barèmes proposés aux standards actuels de la capacité des produits soit : 0,34 € pour 256 Mo en audio et 10 € pour 80 Go.

M.Desurmont souligne que les industriels pratiquent pourtant un prix différent selon les capacités. Relayant ces propos M.Rogard se demande pourquoi les industriels mettent sur le marché des produits dont les capacités augmentent si l'usage est identique. Tandis que M.Guez fait observer que la proposition de M.Ducos-Fonfrède aboutit à diviser la rémunération par 6 sur le produit standard dont la capacité de copie est démultipliée. Il relève qu'on ne peut nier que l'augmentation des capacités permet d'enregistrer plus de contenu et procure donc un confort supplémentaire. Par ailleurs, les petites capacités jusqu'à 1Go, sont entièrement utilisées pour faire de la copie : il n'y a pas de raison pour pratiquer des abattements.

M.Debruyne fait observer que s'il est normal de défendre ses intérêts, il faut néanmoins être de bonne foi et rappelle que c'est quand même le consommateur qui paie au final la redevance. Il y des évidences à ne pas oublier : de même que les consommateurs n'achètent pas une voiture deux fois plus puissante pour rouler deux fois plus vite, ils n'achèteront pas un appareil qui a deux fois plus de capacité pour nécessairement y enregistrer deux fois plus d'œuvre. Il faut regarder la question de l'usage des capacités fait par le consommateur avec sérieux et ne pas sans arrêt reprendre les mêmes débats. A cet égard, il rappelle que la commission a depuis longtemps acté le fait que c'est bien l'usage qui compte et non la capacité de stockage, ainsi lors des débats de la décision de janvier 2001 elle avait considéré en croisant les arguments qu'il n'y avait pas de différence à faire dans la rémunération suivant qu'il y ait copie pour archivage ou ré-enregistrement. Pour ce débat actuel, il convient d'apprécier la part d'augmentation des capacités qui est étroitement corrélée avec l'augmentation de l'usage et le moment où cela décroche et à partir de là définir une courbe. En bonne méthode, et pour avancer concrètement, il conviendrait de

croiser les données et faire des études pour déterminer le point où l'on considère que la corrélation est de bonne tenue mais après en revanche déterminer une courbe reflétant l'ampleur du décrochage.

M.Desurmout souligne que les ayants droit sont d'accord avec cette approche qu'ils ont essayé de mettre en œuvre dans les propositions présentées. A cet égard il rappelle que les principes évoqués sous tendent la décision de juillet 2002 et les propositions actuellement présentées sont bâties de manière à préserver ces acquis. Sur la question des hautes capacités, il convient en effet de débattre du quantum et du profil de la courbe et les ayants droit attendent des contre propositions. Il suggère, afin d'avancer concrètement que la commission parte de l'existant et revoie les raisonnements mis en œuvre dans les décisions de janvier 2001 et de juillet 2002 afin de pouvoir en tirer les conséquences et procéder aux arbitrages et ajustements nécessaires pour les problématiques actuelles.

M.Stener (SFIB) relève tout d'abord que le SFIB se situe sur la ligne de la position définie dans le programme de travail et votée par la commission. Ce programme a en effet nécessité plusieurs mois de négociation et réalise un équilibre difficile. Il estime également que la négociation doit se faire par famille de produit, il faut en effet éviter d'avoir un champ à périmètre variable pour travailler de façon constructive, ce qui n'interdit pas à la commission d'avoir à l'esprit les évolutions à venir. Le SFIB, contribuera pour sa part à l'exercice demandé de l'identification des familles de produit. Pour ce qui concerne le débat actuel, il relève qu'à son sens la base de discussion est celle d'un équilibre à trouver entre la réalité technologique et la réalité des usages. Les décisions de janvier 2001 et de juillet 2002 ont été prises en fonction de l'état de la technologie et des usages à ces dates. Depuis les choses ont évolué et en 2005 l'environnement juridique, technologique et des usages est différent. Il faut également avoir la bonne foi de regarder s'il ne faut pas revisiter les bases de raisonnement des décisions prises pour définir des variables en adéquation avec la réalité actuelle. Enfin, s'agissant de la discussion sur les barèmes le SFIB s'inscrit en cohérence avec les industriels mais n'entend pas pour sa part faire de contre proposition.

M.Chite souligne qu'effectivement les technologies et les usages des consommateurs ont fortement évolué depuis les décisions de 2001 et 2002 : les produits qui relevaient du standard haut de gamme de cette époque ne sont plus fabriqués et sont remplacés par des technologies plus sophistiquées et des capacités de stockage plus élevées. Cela ne signifie pas pour autant que l'usage en copie privée ait changé. L'érosion plus rapide du prix de ces produits est aussi un élément à considérer, ce constat s'est vérifié sur le DVD, il se vérifie aussi sur les autres produits : en février 2005, date qui figure sur la proposition des ayants droit, le prix d'une carte mémoire de 256 Mo était 40 €, 4 mois après, il est de 24,90 € ! et ceci est valable sur les autres produits en 6 mois le prix de vente publique de ces produits a baissé de plus de 40%. Il faut être raisonnable et appréhender la réalité des usages à défaut la redevance risque comme celle du DVD de dépasser le prix du produit et la commission reproduira le schéma de la taxe sur l'essence !

M.Desurmout fait tout d'abord remarquer que les ayants droit s'attendaient à des réactions plus constructives et rappelle que lorsqu'ils ont présenté ces propositions de manière officielle le SNSE, avait plutôt considéré qu'elles constituaient une base de discussion sérieuse. Sur le fond, il souligne qu'il convient de ne pas confondre la question des usages et celle du rapport au prix qui sont deux problèmes différents. Que la commission ait un débat sur la problématique des usages et particulièrement sur les hautes capacités les ayants droit sont d'accord pour déterminer une rémunération raisonnable en fonction des usages. La question du rapport au prix public est, elle, différente et les ayants droit ne sont pas d'accord pour faire de la redevance une variable d'ajustement au prix pratiqué par les industriels sur leurs supports. La rémunération pour copie privée doit compenser l'usage de copie des œuvres des auteurs, artistes interprètes et producteurs, ce n'est donc pas parce que le prix industriel baisse, que la rémunération doit baisser alors que les produits vendus permettent plus de copie !

Le président relève que quelque soit la pertinence des arguments présentés, le débat reste assez théorique et souhaiterait que les membres de la commission avancent désormais de façon précise et concrète. Il invite donc M.Guez à présenter la dernière proposition concernant les supports hybrides.

M.Guez entreprend la présentation du tableau de barème concernant les supports hybrides à savoir les cartes mémoires amovibles, les clés USB et autres supports de stockage externes. A titre liminaire, il précise que les barèmes proposés concernent le sonore et l'audiovisuel sous réserve des éléments pour l'image fixe et le texte. Il indique également que les ayants droit se sont appuyés sur l'étude Médiamétrie de décembre 2003 et ont considéré que les taux de copiage sur un disque dur d'ordinateur pouvaient servir de base à ceux des supports amovibles hybrides dans la mesure où il y a une équivalence de copie sur ces supports. En conséquence, la proposition reprend les taux de cette étude soit 4,2 % pour l'audio et 3,5 % pour la vidéo.

Les barèmes sont fixés par tranche de capacité selon la méthodologie suivante : il y d'abord une rémunération horaire calculée en fonction du taux horaire ramené aux capacités et au taux de copiage. A ce taux est appliqué des coefficients de majoration pour l'audio et la vidéo. Le taux de majoration retenu est de 1,60 sachant que les pratiques de compression ont fortement augmenté depuis 2001 pour l'audio et la vidéo – le taux actuel est de 1,35 pour l'audio et 0 pour la vidéo-. L'application de ces paramètres conduit à une rémunération de référence pour 1Go de : 4 centimes d'euro pour la vidéo et 5 centimes d'euro pour l'audio.

L'application d'un système d'abattement dégressif se fait à partir de 100 Go. En effet, le standard de la capacité d'un disque dur est actuellement de 80 Go. Il y a ensuite application d'une forte dégressivité puisqu'elle est de 10 % jusqu'à 120Go, 25 % de 120 à 160 et enfin 40% de 160 à 1600 Go .

Le taux final de redevance va de 0,01 € à 0,09 € jusqu'à 1Go, de 0,45 pour 5 Go à 7,19 € pour 80Go et de 8,08 € à 100Go à 86,22 € pour 1600 Go.

Le dernier tableau fait état de la comparaison de la redevance par rapport au prix public relevé au mois de janvier 2005 et montre que le ratio est de l'ordre du micro pourcentage sur les petites capacités. En conclusion il souligne que les rémunérations sont déterminées en cohérence avec les taux de copiage et les prix publics et que les ayants droit présenteront cette comparaison avec un relevé de prix actualisé pour la prochaine séance.

Le président remercie M.Guez et invite les industriels et les consommateurs à présenter leurs réactions.

M.Sauvanaud fait observer que jusqu'à 1 Go la rémunération est très minime mais augmente considérablement sur la tranche qui va 5 à 60 Go alors que ce seront les standards de capacité dans les deux ans qui viennent.

M. Guez relève que le standard actuel n'est pas de 60Go pour une carte mémoire, qu'à supposer même que ce soit la référence, la rémunération représentera un pourcentage minime du prix de vente - de 4 %- . En réalité ce problème ne se pose pas sur les petites capacités où la rémunération représente un montant très faible du prix de vente ce qui laisse une marge. Il se poserait plutôt sur les supports de grandes capacités pour lesquels les prix de vente baissent de manière importante.

M.Sauvanaud souligne qu'il faudrait arriver à maintenir une cohérence. Idéalement, il faudrait arriver à un système de barème par cliquet pour tenir compte des évolutions technologiques. Les tarifs de base seraient ainsi ramenés au standard de la capacité.

M.Guez relève que les industriels vendent les produits au même prix alors que leurs capacités augmentent. Un tel système aboutit en réalité à ce que les ayants droit paient le maintien de la marge des industriels en maintenant leur rémunération alors que les copies augmentent.

M.Sauvanaud précise qu'il ne s'agit pas d'une question de marge. Le prix de revient industriel est le même, mais le fonctionnement du système fait que le composant acheté a une capacité qui double chaque année. Toute la chaîne industrielle est comme cela.

M.Rogard relève qu'il y a deux logiques différentes : les industriels augmentent leur capacité alors que les prix restent les mêmes, les ayants droit voient eux le nombre de copie augmenté alors que la valeur et le coût de production de leurs œuvres ne cesse de croître ! Il faut arriver à faire coïncider une logique de rémunération et la logique de production industrielle. Les ayants droit en ont tenu compte c'est pourquoi ils proposent un tassement de la rémunération à partir de 80Go.

M.Chite souhaite faire plusieurs observations. A titre liminaire, il précise que la proposition soumise constitue une base sérieuse de discussion mais qu'il y a un des carences sur la tranche de 5 à 80 Go . Il relève ensuite que le SNSE a entrepris des études d'usages qui montrent que les clefs USB ne correspondent en rien au ratio d'usage sur les cartes mémoires. En effet, la clef USB par sa connectique est très spécialisée ordinateur alors que la carte mémoire qui s'est miniaturisée sous différentes formes devient le standard du produit hybride polyvalent que l'on peut utiliser dans les ordinateurs mais aussi dans les caméscopes, téléphones et appareils photo. Les pourcentage de copie retenu de 4, 2 % en audio et de 3,5 % en vidéo peuvent se vérifier sur les cartes mémoires mais certainement pas sur les clefs USB. En effet, l'étude que le SNSE présentera la prochaine fois montre que le contenu stocké est totalement différent, les clefs USB stockent en grande majorité des données alors que les cartes mémoires stockent un éventail plus large d'audio, vidéo de texte etc... C'est pourquoi il demande que les clefs USB soient traitées à part des cartes mémoires.

Sur la question de l'augmentation de la rémunération en fonction des capacités, il souligne qu'il faut bien comprendre que la logique industrielle conduit inéluctablement à l'augmentation des capacités. En revanche le ratio constitué par l'euro/Go chute considérablement. C'est une donnée inhérente au mode de production industriel et cela correspond à une demande : les logiciels sont de plus en plus sophistiqués et prennent plus de capacité, les films en haute définition prennent plus de place que ceux en basse définition. Ce n'est pas pour autant que l'usage en copie privée augmente, il faut donc arriver à un seuil acceptable où la rémunération devra être stabilisée en fonction de l'usage réel d'un consommateur moyen.

M.Guez précise que les propositions des ayants droit ont été construites à partir de produits vendus dans des magasins grand public : un produit de 1,6 terra octet de capacité, c'est énorme, mais il est vendu chez Surcouf.

M.Rogard relève que l'enregistrement de films requiert des hautes capacités et cela procure un avantage d'utilisation au consommateur qui peut ainsi stocker toute une vidéothèque sans avoir besoin d'empiler des DVD . Les consommateurs peuvent ainsi stocker 400 films ce qui n'est pas gigantesque par rapport à la quantité de films produits et regardés par les ménages.

M.Stener fait observer que s'il de bonne méthode de fixer des barèmes sur large fourchette de capacité y compris donc les très hautes, il convient néanmoins d'être conscient que l'on parle d'une industrie qui se situe dans un rapport d'équilibre : " qualité coût performance " donc en permanence en situation concurrentielle et non pas en avantage concurrentiel. En réalité l'industrie est sans cesse obligée d'augmenter les capacités pour rester compétitive. Cela ne signifie pas pour autant que les comportements des consommateurs se modifient et il appartiendra aux consommateurs de dire l'usage réel : enregistrer 400 films c'est peut être assez théorique.

M.Guez souligne que les barèmes proposés sur les grandes capacités ne sont pas aberrants : à titre d'exemple sur un disque dur de 400 Go -le plus couramment vendus- le taux de copiage vidéo de 3 ,5 Go soit 14 Go correspond à la copie de trois films.

M.Chite relève que les propositions présentées constituent une base de travail sérieuse. Néanmoins au vu des études faites par le SNSE il conviendrait de modifier certains points :

- 1° sur les cartes mémoires les bases sont valables à condition de s'arrêter à 15 Go. Au-delà et particulièrement sur les grandes capacités il n'y a aucune visibilité dans les usages en copie privée. D'ailleurs lorsque le consommateur achète des grandes capacités c'est essentiellement pour faire de la sauvegarde de données alors que les cartes mémoires et les clefs USB servent surtout de support de transfert.

- 2° il faudrait différencier les cartes mémoires et les clefs USB car celles-ci n'ont manifestement pas les mêmes pourcentage de taux de copiage audio et vidéo.

Enfin sur les disques durs de grande capacité, il souhaiterait vivement que les industriels en charge de ces produits s'investissent pour étudier de manière constructive l'évolution des barèmes.

M.Stener appuie les propos de M.Chite et souligne que beaucoup de professions libérales notamment achètent des disques durs externes pour archiver leurs fichiers. Il relève que l'étude Médiamétrie n'est pas suffisante sur l'évolution des usages selon les capacités et qu'il conviendrait d'avoir des compléments d'information sur la réalité du copiage sur les grandes capacités.

M.Sauvanaud souligne que le SNSE dispose de certains éléments sur les cartes mémoires et les clefs USB mais qu'il conviendra de faire des compléments d'enquête sur les disques durs externes pour en apprécier l'usage. Il fait également observer que dans l'exemple cités par M. Guez la redevance pour 3 DVD est de 4 € alors que dans un disque dur de 400 Go elle est à 21 € ! Il expose en conclusion que le SNSE présentera à la prochaine séance ses études et contre propositions.

Le président en prend acte et demande si les ayants droit auraient à ce stade des réactions à formuler

M.Desurmont indique que les ayants droit sont demandeurs d'étude complémentaires et qu'ils attendent la communication des éléments des industriels.

Mme Piriou (Sofia) précise que, comme cela a été exposé, les propositions présentées s'entendent sous réserves des éléments concernant l'écrit et l'image fixe. L'étude Médiamétrie ne peut servir de référence car le poids des fichiers texte et image n'est pas très lourd par rapport au sonore ou à la vidéo. C'est pourquoi les ayants droit de l'écrit ont mené une étude et qu'ils souhaiteraient présenter leurs éléments et propositions lors de la prochaine séance.

M.Gutton (AVA) relève que les ayants droit de l'image fixe souhaitent également faire valoir leurs éléments et propositions lors de la prochaine séance.

Aucune autre observation n'étant émise le président clôt ce débat et indique qu'il attend donc pour la prochaine séance les réactions et contre propositions des industriels et les propositions des ayants droit de l'écrit et de l'image fixe. Il demande aux différents intervenants de communiquer préalablement ces éléments afin que le secrétariat puisse les faire circuler. Le président propose ensuite de traiter le dernier point de l'ordre du jour.

5) Présentation par le SFIB de la mise en œuvre des MPT et des DRM dans le cadre de la rémunération pour copie privée

Compte tenu de l'heure tardive, M.Stener propose d'introduire brièvement le sujet de sa communication et de reporter le débat à la séance suivante. Il s'agit en effet de soumettre à la réflexion de la commission la problématique de la prise en compte des mesures techniques de protection et des DRM ouverte par l'article 5-2 b de la directive "droit d'auteur droits voisins dans la société de l'information" dont la transposition est actuellement en discussion au Parlement. Il ne s'agit pas ici d'influencer le débat parlementaire mais plutôt d'évaluer la portée de cette disposition sur les travaux de la commission.

Il rappelle tout d'abord que la directive donne aux Etats membres la faculté de prévoir des exceptions au droit de reproduction notamment lorsqu'il s'agit de reproduction effectuée sur des supports par une personne physique pour un usage privé et à des fins non directement ou indirectement commerciales, à condition que les titulaires de droit reçoivent une compensation équitable qui prend en compte l'application ou la non application des mesures techniques aux œuvres et objets concernés.(Article 5-2-b éclairés par les considérants 35 et 39).

Une proposition d'analyse des dispositions de la directive qui semble légitime de faire serait de dire que :
1° les exceptions pour copie privée doivent être définies clairement et de manière restrictive.

2° la compensation doit être équitable, seul le dommage causé par l'exercice de l'exception copies privée et non tout autre dommage, en particulier la contrefaçon et les reventes de copie, pourrait faire l'objet de cette compensation équitable.

3° lorsque les ayants droit ont reçu un paiement sous d'autre forme, aucun paiement additionnel au titre de la redevance ne sera prévu. La rémunération n'est pas légitime quand le dommage aux ayants droit est minimal.

Il fait observer que la directive a fait l'objet de nombreux commentaires particulièrement en ce qui concerne la copie privée et la prise en compte des mesures techniques. A cet égard, il cite le rapport de M.Philippe Chantepie publié sur le site du Ministère de la Culture. Il souligne ensuite que le SFIB attache une importance essentielle à la transposition de l'article 5-2, b . A cet égard, il note que le rapporteur de la commission des lois de l'Assemblée Nationale a déposé un amendement en ce sens dont il donne lecture en soulignant que l'exposé des motifs de l'amendement présenté indique clairement que la prise en compte des mesures techniques est une obligation légale s'imposant à la commission et que la rémunération évoluera à l'avenir en tenant nécessairement compte du développement des mesures de protection limitant les copies et de son incidence sur les usages des consommateurs.

M.Rogard et M.Van Der Puyl relèvent que les ayants droit connaissent cette disposition et rappellent qu'ils ne se sont jamais opposés à ce que la commission prenne en compte les mesures techniques. Au contraire la prise en compte des MTP a toujours été au cœur des préoccupations de la commission, pour preuve la rémunération des décodeurs a été minorée en considération du fait qu'une partie du disque dur sera protégée par des mesures techniques et réservée à des contenus protégés et payants. En réalité il s'est avéré que les MPT n'ont jamais été mises en place et la totalité de la capacité des disques durs a été utilisée pour faire la copie privée.

M.Stener relève qu'il ne s'agissait que d'introduire un propos et non d'ouvrir une polémique et note avec intérêt que l'essentiel est que tout le monde soit d'accord pour dire que cette disposition est applicable et il conviendra d'en évaluer la portée en terme de méthode.

Le président remercie M.Stener et note que cette problématique est en effet importante et mérite une réflexion de la commission afin d'en tirer des conséquences concrètes. Il indique également qu'il semblerait qu'aux dernières nouvelles le débat parlementaire concernant la transposition de la directive soit reportée en octobre. Il clôt ensuite la séance en rappelant aux membres de la commission que la prochaine séance aura lieu le 12 juillet.